

enfants. Deux de ses fils ont servi dans la dernière guerre; l'un fut blessé et faillit perdre la vie, mais il est de retour au Canada et établi à son compte. Cet homme est âgé de soixante-douze ans et est perclus de rhumatisme. Il a une ferme louée qui depuis deux ans n'a pas produit plus que pour payer les frais de la main-d'œuvre. Cet homme ne peut travailler lui-même. Ce ménage compte une petite fille à la maison et pour laquelle il touche une allocation familiale de \$8 par mois. C'est là le seul revenu que reçoit la famille, à l'exception de \$11.75 par semaine que gagne la mère. Celle-ci est âgée de cinquante-cinq ans et travaille dans un hôtel de la ville voisine.

Le père et la petite fille se tirent d'affaire comme ils le peuvent durant la semaine. Le dimanche, la mère se rend chez elle, fait le ménage, nettoie la maison, fait le lessivage et le reste, puis retourne travailler à l'hôtel le lundi matin. Cet homme a demandé la pension de vieillesse, mais parce qu'il n'habite pas le Canada depuis vingt ans, on la lui refuse. Je ne blâme aucun des hauts fonctionnaires, mais les membres de la Chambre des communes. Cette question nous concerne. Voilà un homme qui ne reçoit pas une nourriture convenable. Je n'entrerai pas dans plus de détails; mais ce n'est là qu'un des nombreux cas que je pourrais citer. Nous avons trop de vivres au pays, et nous ne pouvons pas les distribuer pour la simple raison que nous en sommes empêchés par des lois adoptées il y a vingt ans. Qu'est-ce qui ne va pas? Sommes-nous encore à l'âge de pierre de la pensée économique? Monsieur l'Orateur, je vous prie d'insister avec moi pour que l'on change ces conditions de façon que notre abondante production puisse être mise à la disposition de la population du Canada et de celle des autres pays du monde, une fois nos propres besoins satisfaits. Il y a moyen de faire en sorte qu'un homme ne devienne pas plus pauvre mais que le pauvre devienne plus riche. Tâchons de découvrir ce moyen.

M. A. M. NICHOLSON (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, depuis mon entrée au Parlement, en 1940, j'ai étudié, au moins une fois par année, une question urgente et d'importance nationale: le logement. Il semble cependant que plus j'expose le problème, plus il s'aggrave. C'est une vérité reconnue partout dans le monde que la qualité et la quantité des logements mis à la disposition de la population ont, sur la santé et le bien-être de cette dernière, des répercussions profondes. Voici ce que disait Mme Eleanor Roosevelt, le 9 septembre 1935, à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau groupe de maisons dans la ville de Détroit:

[M. Fair.]

Ce quartier a coûté fort cher à la ville de Détroit. Les taxes sont en souffrance dans une proportion de 92 p. 100, et 98 p. 100 des maisons ont été déclarées impropres à l'habitation. Les dossiers révèlent que le crime y est six fois plus considérable que dans le reste de la ville, la criminalité juvénile dix fois plus importante et la tuberculose, sept fois et demie plus fréquente.

Je citerai maintenant un autre personnage de réputation internationale: sir John Boyd Orr. Voici ce que je relève dans une brochure qu'il publiait récemment sous le titre de *Design for Britain*:

L'incidence plus élevée de la maladie dans les quartiers de taudis entraîne un taux de mortalité plus élevé. Dans la ville de Welwyn Garden, le taux est de 5.9 par 1,000. Dans les bas quartiers de Manchester, il est de 17.3. D'après ces calculs, nous enterrons chaque année 48,000 victimes des taudis.

Et il ajoute:

Ce n'est pas un pur accident que les garçons habitant des maisons d'une seule pièce pèsent en moyenne 11.7 livres de moins que ceux qui vivent dans des maisons de quatre pièces et qu'ils mesurent 4.7 pouces de moins, ... que les filles pèsent 14 livres de moins et mesurent 5.3 pouces de moins. Plusieurs de ceux qui ne meurent pas en bas âge souffrent, de façon plus ou moins chronique, de mauvaise santé. Ce sont ces taudis qui fournissent la majorité des malades de nos hôpitaux.

J'ai soutenu qu'en temps de guerre comme en temps de paix il incombe aux autorités fédérales d'envisager ce problème national. Les observations que faisait lundi le premier ministre m'ont inquiété. Le problème très aigu du logement dans tout le Canada ne semblait pas lui créer trop de soucis. Il a au contraire paru des plus satisfaits de la situation telle qu'il la comprenait. Quelques honorables députés de ce côté-ci de la Chambre ont mis en doute ses déclarations, après quoi il a dit avec beaucoup de sérieux:

Que mes honorables amis mentionnent n'importe quel autre pays. Dirait-on que la Grande-Bretagne est mieux pourvue de logements que nous le sommes nous-mêmes? Prétendrait-on que les Etats-Unis sont en meilleure situation que nous sur ce point? Soutiendrait-on que nous le cédon à la Belgique, à la Hollande, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, au Sud-Africain ou à n'importe quel autre pays à cet égard? De fait, si l'on compare la situation du logement au Canada avec celle de tous les autres pays, on constate que, toutes proportions gardées, nous sommes en meilleure posture.

La comparaison que le premier ministre (M. Mackenzie King) a faite entre la situation du logement chez nous et celle qui existe en Grande-Bretagne et dans les autres pays éprouvés par la guerre m'a bouleversé. La population canadienne a certainement des abris plus confortables que les populations qui, pendant de si longues années, ont souffert de la guerre. Le premier ministre ne peut s'arroger le mérite de ce que le Canada n'ait